L'Eveil

Bulletin du parti communiste section de Suresnes Saint Cloud

La lutte s'engage à Suresnes contre dix fermetures de classes Macron, sa députée Isabelle Florennes et le Maire Dupuy dont les responsables, ils doivent reculer devant les parents d'éléves

Il faut s'en prendre au Capital.

La journée du 22 mars a eu un succès très fort. Après les cheminots et les fonctionnaires, des mouvements démarrent dans d'autres branches comme l'énergie, et dans les universités.

La prochaine journée de mobilisation inter-professionnelle aura lieu le le jeudi 19 avril.

Le choix de la CGT Cheminots de mener le combat avec un document de contre-proposition (qu'il faut lire) a un écho très nouveau dans le mouvement syndical.



À ce stade, accompagner le mouvement et dénoncer la politique de Macron sur des bases « antilibérales » ne suffit plus.

Une dénonciation morale de la dette, ou des arguments préconisant de prendre de l'argent aux riches pour donner aux pauvres sans toucher au pouvoir du capital ne suffit pas.

Il s'agit de décider de la façon dont ces richesses sont créées à travers le pouvoir de décider de l'utilisation des profits des entreprises, de l'argent créé par les banques et de l'argent public.

Ce qui devient manifeste pour tout le monde, c'est que les enjeux de services publics exigent à poser politiquement les questions de l'utilisation de l'argent, et que ces enjeux sont communs à toute l'Europe. C'est le conseil des gouverneurs de la BCE, à Francfort, qui a décidé, non sans divisions en son sein, de créer 2 500 milliards d'euros pour les injecter sur les marchés financiers, et de réduire à moins de 0 % le taux des 700 milliards prêtés aux banques pour financer les entreprises. Mais l'utilisation de l'argent, c'est dans les entreprises et dans les territoires qu'on peut les contester, jusqu'à en faire une bataille de pouvoir face à ces institutions politiques que sont les banques et la BCE. C'est le sens de la proposition d'un fonds européen de développement des services publics financé par la BCE.

Dans le cas de la SNCF, on ne peut pas se contenter de propositions consistant à reporter la dette de la SNCF sur l'État. **Il faut émanciper le service public ferroviaire du coût du capital**. Cela veut dire que la BCE devrait acquérir une partie de la dette actuelle de la SNCF pour la transformer en une dette à très long terme et à 0 %, après le transfert de cette dette à une caisse de *defeasance*, comme le propose la CGT Cheminots.



Plus important encore, l'argent créé par l'Eurosystème devrait servir à financer un fonds de développement du service public des transports ferroviaires dans toute l'Europe, comme nous avons commencé à en porter l'exigence avec les salariés d'Alstom.

Ces propositions, sont celles du PCF et qui ont été exprimées par Pierre Laurent dans une conférence de presse.

Il est frappant, d'observer par contraste que Mélenchon ou Hamon n'ont rien à dire au mouvement social sur le rôle du capital.

Quand Philippe Martinez dit que la solution serait que tout le monde ait le statut des cheminots, c'est le chantier de la sécurité d'emploi et de la formation qui est concrètement ouvert, comme il est ouvert par exemple dans la lutte contre les licenciements chez Carrefour, premier employeur privé du pays. Les communistes ont une volonté nouvelle, d'entrer dans la pratique de ce chantier de laur projet se sécurité d'emploi et de formation.

Macron a été élu par défaut, avec une grande abstention et un vote destiné a écarter une progression des l'extrême droite. Il n'a pas de légitimité populaire pour mener cette politique. De multiples témoignages, dans les entreprises, montre que les militants du PCF sont bien accueillis par les salariés et de la population. Raison de plus pour tout faire, dans ce moment, pour donner aux propositions du PCF le rôle qu'elles doivent jouer au service du mouvement social, pour le rassemblement à gauche, et pour redonner au PCF la place qu'il devrait avoir dans la vie politique.

SNCF : C'est l'intérêts de tous d' agir avec les cheminots

Alors que les besoins de mobilité ne cessent d'augmenter, Macron n'apporte aucune réponse aucun moyen de désendettement de la SNCF. En refusant de financer les «petites lignes», le gouvernement laisse cette responsabilité aux régions, sans aucun moyen supplémentaire. **Plus de 9000 kilomètres sont menacés !**

Il n'apporte aucun moyen pour désendetter la SNCF qui a agit sur ordre pour équiper le Pays en TGV.

Le statut des cheminots est un argument de la division.

Le gouvernement veut supprimer le statut des cheminots pour les nouveaux embauchés. Ce régime, que les cheminots financent par des cotisations plus élevées que celles du régime général, n'est en rien responsable de la dette de la SNCF. A la SNCF aussi Macron veut après la destruction du code du travail imposer sa norme du travail précarisé, ubérisé ou chaque travailleur est isolé.

Trains de Nuit, Intercités,TER ,Fret :

Nos Trains , on y tient !..

Usagers, Cheminots, élus et citoyens, ensemble pour défendre le service public ferroviaire



Ouverture à la concurrence :

Pour le gouvernement, l'urgence et la violence de cette réforme se justifieraient par une ouverture inéluctable à la concurrence. **Mensonge !** Rien n'est obligatoire, les traités européens permettent d'y déroger. Les grands perdants seraient les usagers : hausse des prix, rétrécissement du réseau.

La dette de la SNCF, parlons-en !

Le gouvernement utilise l'argument de la dette pou exiger la privatisation de la SNCF. Cette dette de 53 Mds résulte du sous-engagement de l'Etat et des investissements faits sur demande de l'Etat pour construire les lignes de TGV.

La solution : de nouveaux financements pour la SNCF
Il est urgent de reconstruire un maillage du réseau SNCF sur l'ensemble du territoire national.
Il y a un besoin criant de modernisation des infrastructures (30 ans d'âge en moyenne).

Les Citoyens doivent agir pour une action coordonnée visant à évaluer les besoins, définir les implantations, développer les projets et les interconnexions, une action à poursuivre jusqu'au niveau européen, tant les besoins de mobilité s'expriment maintenant à cette échelle. Une action à intégrer à la lutte pour une industrie du ferroviaire en France et donc la défense l'activité industrielle d'Alstom.

Il faut s'en prendre au pouvoir du capital pour dégager les financements à la hauteur.

La France compte désormais 40 milliardaires totalisant une fortune de 265 Mds d'euros, + 30% sur 2016 et que le "CAC 40, avec 92 Mds de profits réalise sa meilleure année avec + 21,3%.

Les besoins d'investissements ferroviaires sont énormes. Aucun Etat ne peut faire face à de telles dépenses sans recourir au crédit et donc sans faire appel à la Banque Centrale Européenne.

Cela peut se faire au travers d'un fonds social, solidaire et écologique **adossé à la BCE pour financer** à un taux d'intérêt très abaissé les investissements ferroviaires dans tous les pays de l'Union.

Dans l'immédiat, ramener à zéro les charges d'intérêt de la dette ferroviaire,

en la faisant reprendre par la BCE et dès à présent par la Caisse des Dépôts. A ce jour, la SNCF paie 2.7 Mds/an de charges d'intérêts et financières aux banques et assurances. Soit 1/3 de sa masse salariale (équivalent à 26000 emplois sur 9 Mds au total). Nous voulons un statut unique des cheminots étendu aux chauffeurs routiers avec le**développement du fret pour désengorger les routes**, limiter la pollution et l'insécurité routière.

Avec les Locataires faisons barrage à la loi « ELAN ».

La trêve hivernale des expulsions prend fin samedi 31 mars, avec la reprise des expulsions.
En 2016, 128 146 jugements d'expulsion ont été rendus et 15 222 familles ont été jetées à la rue par la police et les huissiers, le plus souvent sans hébergement et sans relogement. Des gents meurent dans les rues. Leur nom-bre va encore augmenter, car le gouvernement baisse les APL, n'applique pas l'encadrement des loyers et renforce la spéculation et les inégalités (baisses d'impôts, ISF, …)

Violentes attaques contre le logement social : Après avoir réalisé plus de 3 milliards d'économies en baissant les APL, en piochant dans les caisses des HLM, le gouvernement veut les obliger à vendre 1% de leur parc par an, à faire appel à des capitaux privés, loin des besoins locaux.



Le dangereux projet de loi Logement (ELAN) annonce une dégradation encore plus brutale pour les sans abris, les mal logés et les locataires :
Création d'un bail super précaire de 1 à 10 mois dans le privé, qui a toutes les chances de se généraliser et de mettre encore plus de locataires à la merci des marchands de sommeil.
Mise en place d'un bail HLM révisable tout les 5 ans ;
Remise en cause de la loi SRU qui oblige les villes de riches à avoir 25% HLM ;
Nombreuses mesures de soutien aux milieux de la spéculation et de l'immobilier privé ;
Appui à la métropolisation et à un urbanisme du profit qui chasse les classes populaires de leur quartier. Comme à Suresnes avec Dupuy.
Dégradation de la qualité et de la conception des constructions neuves ainsi que des réhabilitations…

Le PCF et ses élus agissent pour un service public du logement.

L'arrêt les expulsions et les remises à la rue, sans relogement ;
Le respect du droit inconditionnel à l'hébergement jusqu'au relogement ;
Appliquer la loi DALO et la loi de Réquisition.
Rétablir les APL et les aides de l'Etat pour la construction de HLM;
Cesser la vente des HLM, de leur construction par des promoteurs privés :
Interdire les cautions solidaires, les congés abusifs ;
Encadrer les loyers à la baisse en zones tendues ;
Taxer les plus values tirées de la spéculation et des opérations publiques d'urbanisme ;
Réguler le foncier urbain, préserver et développer le foncier public, au lieu de le vendre ;
Prendre en compte les habitants lors d'opérations d'urbanisme ; Produire massivement des logements sociaux et très sociaux, à loyers abordables, durables, accessibles, à énergie passive.

Pour agir prenez contact avec nous

Nom : ……
Prénom:……
Adresse
:……
Tél. :…… Mobile:……
Courriel :……
@……

A retourner : PCF Espace Pagès - 42 bis rue de Verdun 92150 SURESNES
Tél. 01.45.06.67.82 – 06.23.14.45.51 – 06.44.74.40.87
pcf.suresnes@wanadoo.fr. -
https://www.facebook.com/**pcfsuresnes**